

COVID-19 : impact sur l'alimentation et l'agriculture

Source : http://www.fao.org/africa/news/detail-news/fr/c/1267977/?fbclid=IwAR2uJo7COzZqttGQOE8ydqDNanNiiwZjgK4C_PzYmlmXT4Yt9jPGqYLS4CY

Les conséquences sur la production alimentaire et l'agriculture et les recommandations de la FAO pour atténuer les risques de la pandémie sur la sécurité alimentaire et la nutrition



Photo: © FAO

Nous vous invitons à lire ces questions et réponses pour découvrir les conséquences du COVID-19 sur la production alimentaire et l'agriculture et les recommandations de la FAO pour atténuer les risques de la pandémie sur la sécurité alimentaire et la nutrition

Q1. Le COVID-19 aura-t-il des effets négatifs sur la sécurité alimentaire mondiale ?

Cette pandémie menace à la fois les vies et les moyens de subsistance des populations.

La maladie se répand rapidement. Ce n'est plus une question régionale mais un problème mondial qui demande une réponse mondiale.

Nous savons que la maladie finira par se résorber mais nous ne savons pas combien de temps cela prendra. Nous savons aussi que ce choc est relativement inhabituel car il perturbe fortement à la fois l'offre et la demande des produits alimentaires: (a) l'offre va connaître des dérèglements parce que la maladie va affecter la vie et le bien-être des personnes mais aussi parce que les efforts pour l'enrayer vont réduire la mobilité et provoquer une augmentation des coûts des échanges commerciaux à cause du rétrécissement des filières et de la contraction du crédit; et (b) la demande baissera elle aussi à cause d'une augmentation de l'incertitude, de comportements plus prudents, des mesures d'endiguement et des coûts financiers qui réduisent la capacité des personnes à dépenser (voir aussi Q3).

Par conséquent, nous savons que les fermetures des frontières, les confinements, et les perturbations au sein des marchés, des chaînes de valeur et du commerce vont contribuer à réduire l'accès des personnes à une nourriture diversifiée et nutritive, surtout dans les pays les plus durement frappés par le virus ou ayant déjà un niveau élevé d'insécurité alimentaire.

Nous allons devoir affronter une crise alimentaire imminente, à moins que des mesures soient prises rapidement pour protéger les plus vulnérables, maintenir l'activité des filières et atténuer les effets de la pandémie sur tout le système alimentaire.

Q2. Quelles sont les personnes dont la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance sont les plus menacés par la pandémie ?

Actuellement, environ [820 millions de personnes](#) sont en situation de faim chronique dans le monde, ce qui signifie qu'elles n'ont pas suffisamment d'apport calorique pour mener une vie normale. Parmi elles, [113 millions de personnes font face à une insécurité alimentaire grave aiguë](#), une situation de famine tellement grave que leur vie et leurs moyens de subsistance sont directement menacés et que leur survie dépend d'une aide extérieure. Ces personnes peuvent difficilement se permettre l'arrivée d'une nouvelle perturbation de leurs moyens de subsistance qui menacerait leur accès à la nourriture.

Si le COVID-19, déjà présent dans plus de 100 pays, devait se propager dans les 44 pays qui dépendent d'une aide alimentaire extérieure ou dans les 53 pays où vivent les 113 millions de personnes en situation de famine aiguë, dont la plupart disposent de systèmes sanitaires limités, les conséquences pourraient être considérables.

En effet, la FAO est particulièrement inquiète des effets de la pandémie dans les pays vulnérables qui sont déjà aux prises avec la famine ou frappés par d'autres crises – comme l'épidémie du criquet pèlerin dans la Corne d'Afrique, et l'insécurité au Yémen ou au Sahel – et dans les pays qui s'appuient en grande partie sur les importations de produits alimentaires comme les petits États insulaires en développement, ou encore dans les pays qui dépendent des exportations de matières premières comme le pétrole.

Les groupes vulnérables comprennent, d'une part, les petits agriculteurs qui pourraient se voir interdire de travailler sur leurs terres ou d'accéder aux marchés pour vendre leurs produits ou acheter des semences ou d'autres biens de base, ou qui pourraient être surpris par une hausse des prix alimentaires ou une réduction du pouvoir d'achat et, d'autre part, des millions d'enfants qui, dès à présent, ne peuvent plus bénéficier des repas scolaires dont ils dépendaient jusqu'ici.

Par exemple, en Amérique latine et aux Caraïbes, la FAO soutient des programmes qui fournissent des repas scolaires à 85 millions d'enfants. Environ 10 millions d'enfants dépendent de ces repas qui sont l'une des sources d'alimentation les plus sûres dont ils disposent. Interrompre les programmes des repas scolaires en raison de la pandémie menace la sécurité alimentaire et la nutrition des enfants vulnérables et affaiblit leur capacité à faire face aux maladies.

La gestion des crises sanitaires qui ont eu lieu dans le passé nous a aussi appris qu'elles peuvent avoir de graves répercussions sur la sécurité alimentaire, surtout dans les communautés vulnérables.

Les confinements et la panique durant l'épidémie du virus Ebola en Sierra Leone (2014-2016), par exemple, ont engendré une situation de famine et de malnutrition sans précédent. Leurs souffrances ont été aggravées par les restrictions imposées aux déplacements qui ont empêché les agriculteurs d'apporter leurs produits sur les marchés. L'effet systémique était comparable à celui d'un tremblement de terre, ce qui montre bien que la prévention et les stratégies de réduction du risque sont aujourd'hui une priorité.

Q3. Quelles sont les répercussions actuelles et futures de la situation du COVID-19 sur la production alimentaire, les filières et les marchés agricoles ?

La filière alimentaire est un réseau complexe qui inclut les producteurs, les intrants agricoles, les transports, les usines de traitement, les livraisons, etc.

À l'heure où le virus se propage et où les cas augmentent, et alors que de nouvelles mesures sont prises pour endiguer sa diffusion, le système alimentaire mondial va subir un bouleversement et une mise à l'épreuve dans les prochaines semaines et les prochains mois.

Pour l'instant, les perturbations sont minimales car les approvisionnements en produits alimentaires ont été adéquats et les marchés sont restés stables. Le niveau des stocks mondiaux de céréales est encore bon et les prévisions sur les récoltes du blé et les principales cultures sont positives pour 2020.

Bien qu'un fléchissement de la production alimentaire pour les denrées de grande valeur (par exemple les fruits et les légumes) ait probablement déjà eu lieu, il n'est pas encore perceptible car il est attribué aux mesures d'endiguement et aux perturbations de la filière.

Toutefois, nous voyons dès à présent les défis qui se posent au niveau logistique notamment pour la circulation des denrées alimentaires (interdiction de les transporter d'un point A à un point B) et les conséquences de la pandémie dans le secteur de l'élevage provoquées par une limitation de l'accès aux aliments pour les animaux et par un ralentissement de l'activité des abattoirs (du fait des contraintes logistiques et de la pénurie de travailleurs) comme cela s'est déjà produit en Chine.

Compte-tenu de ce que nous avons dit plus haut, dès le mois d'avril ou de mai, nous nous attendons à assister à des perturbations dans la filière alimentaire.

Les blocages des voies de transport sont particulièrement néfastes pour la filière du poisson frais et pourraient entraîner un niveau plus élevé de pertes et de gaspillage des denrées alimentaires.

Les restrictions imposées au transport des marchandises et les mesures de confinement vont probablement empêcher les agriculteurs de se rendre sur les marchés et, par conséquent, affaiblir leur capacité de production et freiner la vente de leurs produits.

La pénurie de travailleurs peut perturber la production et le traitement des denrées alimentaires, notamment pour les cultures qui nécessitent une main-d'œuvre importante.

Aucune flambée des prix n'est attendue pour les aliments de base pour lesquels il existe une offre et des stocks et dont la production est à fort coefficient de capital, mais il est probable

qu'elle touche les produits à valeur élevée, surtout la viande à consommer à court terme et les denrées périssables.

Les pays en développement et l'Afrique sont particulièrement menacés d'une part parce que la maladie peut entraîner une réduction de la force de travail et porter préjudice à des formes de production nécessitant beaucoup de main-d'œuvre (comme l'agriculture) et de l'autre parce que la plupart des pays traversant une crise alimentaire se trouvent en Afrique subsaharienne.

Q4. Quels seront les effets de la pandémie sur la demande alimentaire ?

La crise financière de 2008 nous a montré que la baisse des revenus et l'incertitude pouvait induire les personnes à dépenser moins et provoquer ainsi un rétrécissement de la demande. À l'époque, les ventes ont baissé et la production aussi.

Au début de l'épidémie du COVID-19, une forte hausse de la demande a été enregistrée.

La demande alimentaire est généralement inélastique et ses effets sur la consommation mondiale seront probablement limités, quoique certaines habitudes alimentaires pourraient se modifier. Il est possible que l'on assiste à une chute majeure disproportionnée de la consommation de viande (à cause de la peur, sans fondement scientifique, que les animaux puissent être des vecteurs du virus) et d'autres produits à valeur plus élevée comme les fruits et les légumes (avec, à la clé, l'effondrement des prix).

La demande alimentaire dans les pays les plus pauvres est particulièrement liée aux revenus, de sorte qu'une perte des sources possibles de revenus pourrait avoir des effets sur la consommation.

La peur de la contagion peut se traduire par une diminution des présences sur les marchés alimentaires et nous nous attendons à voir un changement dans les habitudes d'achat et de consommation des produits alimentaires – baisse de fréquentation des restaurants, augmentation des achats en ligne (comme en Chine) et augmentation des repas consommés à la maison.

Suite à l'éruption du coronavirus, des pays ont pris des mesures stratégiques qui visent à endiguer la propagation de la maladie. Toutefois ces mesures sont susceptibles d'altérer la production et le commerce agricoles. Beaucoup de pays mettent en place par exemple des contrôles renforcés sur les cargos mais de telles mesures peuvent compromettre les activités de transport maritime.

Les mesures limitant la circulation des personnes, comme celles qui concernent les travailleurs saisonniers, pourraient avoir des effets sur la production agricole et, par conséquent, impacter les prix sur les marchés à l'échelle mondiale.

Les mesures destinées à garantir des conditions sanitaires acceptables dans les usines des produits alimentaires pourraient, quant à elles, entraîner un ralentissement de la production.

Q5: Quel sont les effets de la pandémie sur l'économie mondiale?

Plusieurs facteurs de la pandémie ont des effets sur l'économie mondiale.

Premièrement, les marchés sont plus intégrés et plus interreliés qu'avant, et l'économie chinoise représente à elle seule 16 pour cent du produit intérieur brut mondial. De sorte que le moindre choc qui touche la Chine a désormais des répercussions bien plus importantes qu'avant, dans l'économie mondiale.

Deuxièmement, les chocs de l'offre causés par la morbidité et la mortalité, par les efforts d'endiguement qui limitent la mobilité, et par les coûts plus élevés des activités commerciales dus au rétrécissement des filières de l'offre et à la contraction du crédit auront des conséquences sur les économies et entraîneront un ralentissement de la croissance économique.

En mars, l'OCDE a revu à la baisse les prévisions de la croissance économique mondiale pour 2020, passant de 2,9 à 2,4 pour cent, soit le niveau le plus bas depuis la crise financière d'il y a dix ans, et l'organisation a averti que si l'épidémie du coronavirus devait se prolonger et s'intensifier, ce chiffre pourrait être réduit de moitié et chuter à 1,5 pour cent.

Troisièmement, la baisse de la demande sera aussi causée par une plus grande incertitude, des comportements plus prudents, des efforts d'endiguement et une hausse des prix financiers qui réduiront la capacité à dépenser.

Enfin, une forte dévaluation du taux de change avec le dollar des États-Unis aura aussi des répercussions dans les pays qui dépendent des importations.

Les marchés alimentaires mondiaux ne sont pas immunisés contre de tels événements. Toutefois, il est probable qu'ils seront moins touchés que d'autres secteurs qui sont plus sensibles aux perturbations logistiques et à la baisse de la demande comme, par exemple, les voyages, l'industrie manufacturière et les marchés énergétiques (Source: [Market Monitor, AMIS](#), mars 2020). Cependant étant donné la complexité des filières alimentaires et l'importance du commerce et des transports, les marchés alimentaires pourraient se trouver en situation de très grande vulnérabilité.

Alors que le COVID-19 constitue vraisemblablement un choc déflationniste pour l'économie mondiale, dont l'évolution est reflétée dans les [indices FAO des prix des produits alimentaires](#), le coût réel d'une alimentation saine pourrait augmenter à court terme du fait de la hausse des prix des denrées périssables, et cela pourrait avoir des effets particulièrement néfastes comme une baisse des revenus des ménages et un coût plus élevé des progrès à réaliser en vue d'atteindre les Objectifs de développement durable.

Le rapport sur l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019 montre que les effets seront particulièrement marqués dans les pays qui dépendent fortement des importations des produits de base. Car dans ces pays, lorsque la dépendance des importations des produits de base augmente d'un pour cent en un an, elle entraîne une hausse moyenne de la sous-alimentation de 3,8 pour cent. Et dans les pays qui dépendent des importations des produits alimentaires, la hausse moyenne de la sous-alimentation est de 8 pour cent par an. De plus, le choc de la demande ne fera que prolonger et aggraver les effets.

Q6. Quelles sont les recommandations de la FAO pour atténuer les risques de la pandémie sur la sécurité alimentaire et la nutrition ?

Certaines mesures proactives sont essentielles et elles auront un moindre coût quand les ressources économiques feront vraiment défaut. Ceci est doublement valable étant donné la perspective de plus en plus nette d'une récession mondiale. Dans le rapport sur l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019, la FAO et ses partenaires ont lancé l'alerte que les ralentissements et les fléchissements des économies entraîneront une augmentation des niveaux de famine dans 65 des 77 pays.

Les principales recommandations sont les suivantes :

1. Les pays devraient répondre aux besoins alimentaires immédiats de leurs populations vulnérables

Ils devraient notamment : assurer une réponse aux besoins alimentaire d'urgence ; ajuster les programmes de protection sociale; intensifier les aides nutritionnelles; appuyer la gestion et la prévention de la sous-alimentation; ajuster les programmes des repas scolaires afin de continuer à fournir des repas scolaires même lorsque les écoles sont fermées.

Par exemple, suite à l'interruption des programmes FAO pour les repas scolaires en Amérique latine et aux Caraïbes, la FAO a appelé les gouvernements de la région à prendre des mesures pour aider les enfants dont les familles ont le plus de mal à accéder à la nourriture et pour garantir que l'accès des enfants à une alimentation nutritive soit maintenu. Plusieurs mesures sont suggérées: la distribution de nourriture aux familles les plus vulnérables, et l'intensification des programmes de protection sociale; l'exemption des taxes sur les produits alimentaires de base pour les familles avec des enfants en âge scolaire, surtout pour les travailleurs des secteurs économiques les plus touchés; la fourniture de produits frais venant des agriculteurs locaux; l'utilisation d'instruments numériques (applications géoréférencées) permettant d'améliorer la communication sur les points d'accès pour la livraison de produits alimentaires, les heures de distribution, et les mesures de limitation des risques de contagion du COVID-19.

2. Les pays devraient renforcer leurs programmes de protection sociale

Ils devraient notamment: allouer des sommes plus importantes aux personnes qui bénéficient déjà d'une aide sociale en faisant un versement unique (une des premières mesures d'atténuation à prendre avant l'impact total de la crise) ou prévoir des paiements multiples pour aider les familles à répondre à leurs besoins de base; apporter un complément, par exemple pour combler les pertes de revenus chez les petits producteurs; si l'insécurité alimentaire devait atteindre un niveau de gravité extrême suite à des licenciements massifs, à l'absence d'envois de fonds, etc., il faudrait explorer la possibilité d'utiliser un système de banques alimentaires qui prévoirait la livraison de produits alimentaires de la part du gouvernement mais aussi des donations venant de personnes privées, de réseaux solidaires ou d'organisations non gouvernementales; créer des systèmes de paiements mobiles en prévision d'éventuelles interruptions dans la fourniture d'argent comptant dues à des restrictions imposées aux déplacements; injecter des fonds dans le secteur agricole, par exemple par le biais de subventions, afin d'aider les petites et moyennes et micro entreprises, les travailleurs

saisonniers, et le personnel salarié dont le travail est temporairement interrompu du fait de l'arrêt de toutes les activités.

Beaucoup de gouvernements ont déjà adopté ou renforcé certaines mesures de protection pour contrer les effets de la pandémie sur les moyens de subsistances des populations.

3. Les pays devraient ajuster leurs prix en fonction du commerce et des politiques fiscales

Ils devraient notamment : revoir immédiatement leurs choix commerciaux et stratégiques et les effets qu'ils peuvent avoir; éviter les aides généralisées aux consommateurs de produits alimentaires; réduire les restrictions sur l'utilisation des réserves; réduire les tarifs d'importation et autres limitations; réduire temporairement la TVA et autres impôts.

De manière générale, l'absence de restrictions commerciales devrait sauvegarder l'approvisionnement des produits alimentaires, des aliments pour animaux et des produits agricoles, afin de ne pas aggraver la situation locale qui est déjà mise à rude épreuve par les mesures de lutte contre le COVID-19.

Il est également important que le renforcement de la sécurité alimentaire devienne une priorité pour les pays les plus prospères qui enregistrent un nombre élevé de cas de COVID-19. Les mesures d'endigement auront probablement de graves répercussions sur les revenus des plus vulnérables.

Les décideurs politiques doivent surveiller les courbes de tendances et éviter que les conditions d'approvisionnement en denrées alimentaires ne s'aggravent, comme la Chine a réussi à le faire jusqu'ici en recourant à des méthodes créatives et adaptatives. Les technologies numériques ont un rôle à jouer car elles permettent d'anticiper certains problèmes et d'apporter un appui en cas de pénurie temporaire.

Nous devons tous œuvrer à renforcer nos capacités si nous voulons récolter les avantages de l'interdépendance à l'échelle mondiale.

Q7: What is the connection between COVID-19 and animals?

We already know a lot about other viruses in the coronavirus family, including SARS-CoV-1 and MERS-CoV. Most of these types of viruses have an origin in animals. However, the SARS-COV-2 virus which causes COVID-19, is a new virus and FAO is supporting countries and research institutions in ongoing investigations to identify its source and spread.

To date, there is no evidence that animals can transmit the virus to humans. As per usual advice, normal hygienic best practices are advised when interacting with animals. It is important that the welfare of animals is not compromised as a result of misinformation – this could also have unintended consequences on human health and livelihoods.

At this point in time, the highest risk of COVID-19 spread is through human-to-human transmission.

As a part of its mandate, FAO coordinates prevention, preparedness and detection of priority pathogens in animals, in close collaboration with World Health Organization (WHO) and

World Organisation for Animal Health (OIE), using the One Health approach. This approach is a unifying force to safeguard human and animal health, to reduce disease threats and to ensure a safe food supply through effective and responsible management of natural resources.

With regard to COVID-19, FAO has activated an incident coordination group, which regularly brings together global, regional and country partners to ensure global coordination of activities and communication on the disease from the perspective of animal health and livelihood resilience.

To better understand the potential role of animals, FAO is mobilizing specialist networks to assess the risk of exposure to animals. We are funding research and training throughout our veterinary laboratory network, in collaboration with the International Atomic Energy Agency (IAEA) and using nuclear techniques to try to detect the possible presence of virus in animals and the environment. The resulting arsenal of scientific evidence will help to manage the pandemic in the most effective way. Preventing the disruption of livestock production due to the COVID-19 human pandemic is of the utmost importance for FAO. In order to do so, the Organization has been providing guidelines for farmers and animal health workers.

Q8: Are there any risks from interacting with animals or consuming animal products?

There is no evidence of any animal including pets playing a role in the spread of the virus. As a general practice when caring for any kind of animals, always wash your hands before and after interacting with them.

Meat from healthy animals that is cooked thoroughly remains safe to eat.

People should not handle, slaughter, dress, sell, prepare or consume meat that originates from wild animals or livestock that are sick or that have died from unknown causes. Raw wild meat or uncooked dishes based on the blood of wild animals should not be consumed. These practices place people at high risk of contracting any number of infections.

Any unusual morbidity or mortality of animals should be reported to the animal health authorities.

FAO urges animal owners to treat their animals humanely. Misleading information exists on the possible risks posed by animals in the virus's spread.

Q9. Comment la FAO a-t-elle répondu à l'épidémie du COVID-19 ?

La réponse de la FAO au COVID-19 s'articule autour des trois axes prioritaires suivants: (1) aider les pays en développement à prévoir et à atténuer les effets de la pandémie sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de leurs populations; (2) contribuer aux discussions sur la manière d'atténuer les effets du COVID-19 sur le commerce et les marchés des produits alimentaires mondiaux; (3) aider les pays et les instituts de recherche dans les enquêtes qui visent à identifier les potentiels animaux hôtes du virus et à réduire les effets de contagion sur les humains.

Par exemple:

- La FAO fournit aux pays des conseils stratégiques, et elle partage avec eux des orientations et des meilleures pratiques pour: garantir la continuité et la protection des filières alimentaires; protéger la sécurité alimentaire et la nutrition des populations vulnérables; assurer l'hygiène alimentaire; et garantir la préparation nécessaire pour une détection rapide du COVID-19 chez les animaux et dans les produits d'origine animale, le cas échéant.

- La FAO et l'Académie chinoise des sciences agricoles mènent une évaluation des effets de la pandémie sur les filières de la commercialisation et les moyens de subsistance ruraux en Chine.

L'expérience et l'expertise de la FAO en matière de renforcement des filets de sécurité et de la résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire, dans les secteurs de la sécurité alimentaire et du commerce, peuvent contribuer aux efforts déployés par les pays en vue de sauvegarder la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance des populations.

Q10. Quels sont les mesures prises par la FAO pour protéger son personnel et continuer à remplir son mandat de lutte contre la faim ?

Répondre aux effets de la pandémie requiert une planification opérationnelle très précise étant donné l'évolution rapide de la situation sur le terrain. L'attention de la FAO se concentrera essentiellement sur les populations rurales vulnérables dont les moyens de subsistance agricoles sont touchés et sur le renforcement de la sécurité alimentaire des populations qui connaissent déjà des niveaux élevés de famine.

Pour répondre à de tels effets, il faut mettre en place une planification opérationnelle très précise puisque la situation sur le terrain évolue rapidement, intégrer différents scénarios pour la poursuite des activités et garantir la sécurité et le bien-être du personnel et des bénéficiaires. Les activités de la FAO ont été conçues en collaboration avec l'OMS et les autorités sanitaires nationales afin qu'elles coïncident avec les mesures d'endiguement de la maladie et qu'elles les soutiennent, et qu'elles assurent la sécurité et le bien-être du personnel et des bénéficiaires.

Le soutien que nous apportons aux pays et aux communautés pour éradiquer la faim ne s'interrompt pas. [Le virus empêche certains d'entre nous de se rendre sur leur lieu de travail mais il ne nous empêche pas de poursuivre notre travail.](#)